

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THION

54 route de Charlieu
69470 Cours

Références : UDR_TESSP-26-92-CDA
Code AIOT : 0010600230

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement THION implanté 54 route de Charlieu B.P.2 69470 Cours. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement THION implanté 54 route de Charlieu B.P.2 69470 Cours.

La présente visite a pour objectif de vérifier la mise en conformité du site suite aux demandes formulées lors de la visite d'inspection de 2025, dont certaines ont notamment fait l'objet de mises en demeure prescrites par arrêté préfectoral du 28 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THION

- 54 route de Charlieu B.P.2 69470 Cours
- Code AIOT : 0010600230
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THION est autorisée à exploiter son activité de production de textiles d'entretien dans le cadre de son arrêté préfectoral du 13 mars 2012.

Elle est classée à autorisation au titre de la rubrique 2311 (traitement de fibres d'origine végétale, cocons de vers de soie, fibres artificielles ou synthétiques) des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux (suites 2025)	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 24.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	5 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'incendie	AP de Mise en Demeure du 13/03/2012, article 1 + AP du 13/03/2012 art. 27.1, 27.2, 27.3 + EDD de septembre 2011	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.4, 28.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 26.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Disconnecteur (suites 2025)	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 16.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater la régularisation de certaines non-conformités relevées lors de la précédente inspection. Elle a également permis de constater que de nombreuses non-conformités n'ont toujours pas été levées. L'exploitant devra, selon les délais mentionnés dans le présent rapport, mettre en œuvre les actions nécessaires permettant de lever ces non-conformités.

Compte tenu des non-conformités persistantes concernant la complétude du schéma des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux, l'étanchéité des installations électriques, et l'isolement des eaux d'extinction sur site en cas d'incendie, l'inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant.

La présente visite n'a également permis de lever aucun des deux points de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2025.

Un délai supplémentaire a été accordé à l'exploitant pour la mise en conformité concernant la prescription relative au bon fonctionnement du système de désenfumage et du système de sprinklage, et la prescription concernant la mise en place de rétention de volumes adaptés sous

l'ensemble des conteneurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des reseaux (suites 2025)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.2
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 13 mars 2012</u> <u>Article 17.2 - Plan des réseaux</u> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• L'origine et la distribution d'eau d'alimentation• Les dispositifs de protection de l'alimentation (bas de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)• Les secteurs collectés et les réseaux associés• Les ouvrages de toutes sortes (vannes compteurs...)• Les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : <u>Constats précédents</u> Lors de la précédente visite, l'exploitant avait transmis un plan à l'inspection incomplet, ne faisant pas apparaître les réseaux d'eau pluviale ni les réseaux d'eau interne au site. L'exploitant n'avait pas été en mesure de préciser les l'exutoire des avaloires présents dans les bâtiments d'activité. Deux points de rejets ont par ailleurs été visualisés par l'Inspection au droit du parking, sans qu'aucun traitement par séparateur hydrocarbure ne soit présent ; les eaux pluviales du site étant évacuées dans la rivière la Trambouze (limitrophe au site ou en partie canalisée sous le bâtiment). Le site est exempt de rejets d'eaux industrielles. Demande n°1 suite à l'inspection 2025 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise un plan des réseaux à jour avec l'ensemble des paramètres présents à l'article 17.2 de son arrêté préfectoral. Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats 2026

L'exploitant a présenté durant la visite un plan des réseaux qu'il a réalisé manuellement en matérialisant :

- Les regards des eaux pluviales. L'exploitant précise que l'ensemble des eaux pluviales se déversent dans la Trambouze. Toutefois, les points de rejet ne sont pas précisément identifiés. L'Inspection constate que **le réseau des eaux pluviales reste incomplet**. L'exploitant déclare que le site ne dispose pas de séparateurs d'hydrocarbures permettant le prétraitement des eaux pluviales avant le leur rejet dans la Trambouze. L'Inspection constate que le site n'a pas d'obligations réglementaires de traiter les polluants en présence dans ses eaux pluviales par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat.
- Le réseau des eaux usées qui sont acheminées vers la station d'épuration de la communauté de communes du Pays d'Amplepuis-Thizy. Toutefois, seul le réseau en dehors des bâtiments est représenté ; **le réseau interne avec les éventuels exutoires n'est pas matérialisé**. L'exploitant déclare à l'inspection que seul l'atelier dispose d'un seul avaloir localisé dans la zone de préparation ; l'inspection a pu constater qu'il a été condamné. Toutefois, l'Inspection n'a pas pu contrôler l'absence totale d'autres avaloirs sur l'ensemble du site (vérification par échantillonnage).
- L'arrivée de l'alimentation en eau potable avec le compteur et le disconnecteur récemment installé (cf. point de contrôle n°2). L'inspection constate que **le réseau d'eau potable interne aux bâtiments n'est pas représenté**.
- Le poteau incendie, en partie ouest du site, côté rue de Charlieu. Le 2nd poteau incendie a été déclassé.

L'Inspection constate également l'**absence de légende permettant d'identifier les différents éléments de ce plan ainsi que l'absence de date de mise à jour**.

Le plan présenté à l'Inspection ne comporte pas les éléments prescrits à l'article 17.2 de l'AP du 13/03/2012. Il reste insuffisant pour permettre une connaissance précise des réseaux existants et de leur distribution sur le site ainsi que de tous les points de rejet associés (internes, vers le milieu naturel ou vers les réseaux d'eaux usées). Le parcours des eaux de toute nature n'est pas totalement identifié, notamment les eaux de pluie polluées et les eaux d'extinction incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant doit, sous 3 mois, réaliser un plan des réseaux d'eau complet, notamment en faisant apparaître tous les réseaux internes sur le site (réseaux d'alimentation et de collecte), l'ensemble des exutoires avec chacun des points de rejet de toute nature (interne, milieu naturel, réseaux d'eau usées communaux). Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Compte tenu de la persistance de cette non-conformité, l'inspection propose à madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Disconnecteur (suites 2025)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 16.2

Thème(s) : Risques chroniques, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 13 mars 2012</u> <u>16.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement</u> Réseau d'alimentation en eau potable. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : <u>Constats précédents</u> Lors de l'inspection de 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des disconnecteurs étaient présents ni leur état de fonctionnement. Lors de l'inspection 2025, l'exploitant a transmis un devis non validé pour la pose d'un disconnecteur. L'exploitant a indiqué qu'il était envisagé de supprimer une arrivée AEP et de conserver uniquement celle près de la chaufferie. Demande n°2 suite à l'inspection 2025 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant installe un disconnecteur sur chaque arrivée d'eau. Les rapports d'installation et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>Constats 2026</u> L'exploitant a présenté durant l'inspection la facture de SUEZ relative à la pose d'un disconnecteur sur l'arrivée AEP en date du 16/02/2026. Sur place, l'Inspection constate la présence du disconnecteur positionné sur l'arrivée AEP en partie sud du site, sur la parcelle située à l'arrière de la chaufferie. La seconde arrivée d'AEP, localisée côté rue charlieu, a été condamnée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 24.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 13 mars 2012 - Article 24.3

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Constats :

Constats précédents

Lors de l'inspection 2025, l'exploitant a transmis le rapport Q18 en date 19/02/2025 et a indiqué avoir mandaté une prestation de mise en conformité lors de l'année 2024. Le rapport conclut toujours que le site présente des risques incendie et/ou explosion. L'inspection constate que les observations concernant la présence de poussières et le manque d'étanchéité à la poussière du matériel électrique sont identiques.

Demande n°3 suite à l'inspection 2025 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant procède à la régularisation des non-conformités constatées lors du contrôle des installations électriques. Notamment, l'exploitant prend des mesures pour améliorer l'étanchéité des installations à la poussière produite par l'activité.

Constats 2026

Dans le rapport Q18 de vérification du 19/02/2025 réalisée par SOCOTEC, 70 observations relatives à des non-conformités ont été relevées. Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le rapport Q18 en date des 18 et 19 février 2026. Le rapport liste encore 42 non-conformités non régularisées, toutes déjà relevées lors de la précédente vérification. L'exploitant informe l'Inspection qu'une intervention est en cours de réalisation sur le site pour corriger un certain nombre des non-conformités restantes, sans pouvoir fournir de justificatif lors de la visite. L'Inspection demande à l'exploitant d'obtenir de la part du prestataire une attestation justifiant que les non-conformités ont été corrigées.

L'exploitant déclare que toutes les non-conformités ne peuvent être levées sans une mise hors tension du site, ce qui est complexe à mettre en œuvre car le site Thion de Cours abrite l'ensemble des serveurs du groupe THION et porte la sécurité informatique. Une coupure générale du site de Cours viendrait à couper l'ensemble des sites du groupe. L'exploitant indique étudier une solution de coupure, atelier par atelier, pour l'intervention de SOCOTEC qui sera programmée début 2027.

Concernant l'étanchéité des armoires électriques, l'exploitant déclare avoir mis en place un nettoyage mensuel avec aspiration des poussières, réalisée par un mécanicien habilité à manipuler le matériel électrique. L'Inspection constate que des feuilles de suivi spécifiant la date d'intervention et le nom du technicien sont affichées sur les armoires électriques des 3 zones concernées par l'accumulation de poussières (battage, filature, et tissage) ; ces affiches indiquent

<p>une dernière aspiration réalisée le 06/03/2026. L'Inspection constate sur site l'absence de poussières dans les armoires des ateliers de battage et de tissage. Néanmoins, l'armoire électrique de l'atelier de filature présente une quantité importante de poussières au niveau du socle uniquement. L'exploitant suspecte un défaut d'étanchéité du socle de l'armoire, et propose de travailler sur ce point plutôt que d'augmenter la fréquence d'aspiration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant, dans un délai de 5 mois, procède à la régularisation de l'ensemble des non-conformités constatées lors du contrôle des installations électriques réalisé par SOCOTEC les 18 et 19 février 2026.</p> <p>Compte-tenu de la récurrence de cette non-conformité, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/03/2012, article 1 + AP du 13/03/2012 art. 27.1, 27.2, 27.3 + EDD de septembre 2011</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2025 - 1er point de l'Article 1</u></p> <p>La société THION, située 54 route de Charlieu à Cours, est mise en demeure de respecter :</p> <p>- dans un délais de 6 mois, les dispositions des articles 27.2 et 27.3 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2012 en s'assurant du bon fonctionnement des RIA, du système de désenfumage, du système de sprinklage en réalisant les vérifications annuelles et les réparations nécessaires. Les rapports des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 13 mars 2012</u></p> <p>27.1 Définition générale des moyens</p>

L'exploitant met en œuvre **des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.**

27.2 - Entretien des moyens d'intervention.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

27.3 - Ressources en eau et mousse.

L'exploitant dispose à minima :

- d'appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté sur le site ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; les extincteurs devront être répartis à l'intérieur des entrepôts, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- d'une installation de sprinklage sur l'ensemble du site à l'exception des bureaux, du local de maintenance et de l'ancien bâtiment "Brun" ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours ;
- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Etude de danger de septembre 2011 - version 1 - page 64

11. Mesures de maîtrise des risques

11.1 Prévention de la propagation d'un flux thermique

11.1.2 Dispositions relatives aux bâtiments

[...]

L'évacuation des fumées se fait via des exutoires à commandes manuelles ainsi que par des éléments fusibles en toiture.

Constats :

Constats précédents

1. Extincteurs et RIA

L'exploitant n'avait pas été mesure de transmettre le dernier rapport de contrôle. Le rapport 2023 faisait état de dysfonctionnements sur 7 RIA.

2. Désenfumage

L'exploitant n'avait pas été en mesure de transmettre un rapport de contrôle. L'inspection avait rappelé qu'un devis non signé en date du 15/05/24 pour des réparations avait été présenté lors de la visite de 2024.

3. Sprinklage

Le rapport de vérification du 09/05/2025 transmis par l'exploitant faisait état de non-conformités susceptibles de mettre le système de sprinklage en échec. Notamment, les supports de tuyauterie mis en place par l'exploitant ne sont pas adaptés. L'exploitant avait indiqué avoir commencé la révision trentenaire et que des travaux conséquent financièrement étaient à prévoir.

4. Poteaux incendies

Le rapport de 2019 indiquait que le seul poteau testé (N°25) ne permet pas de fournir le débit requis de 60 m³/h. Le deuxième poteau n'avait pas été testé en raison d'une prise de 65 mm. A côté de ce poteau, des tuyaux adaptés sont stockés mais semblent en mauvais état. Lors de l'inspection, l'exploitant avait transmis un devis non validé pour la pose d'un nouveau poteau. Pour les RIA, le désenfumage et les extincteurs, l'exploitant avait présenté un devis non signé pour leur vérification.

Compte tenu des non-conformités persistantes sur l'ensemble des moyens d'intervention en cas d'incendie, l'inspection avait proposé à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant.

Demande n°4 suite à inspection de 2025 (Mise en demeure) : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement des RIA, du système de désenfumage, du système de sprinklage. Les rapports de contrôle sont transmis à l'inspection des installations classées.

Demande n°5 suite à inspection de 2025 : Dans un délai de 1 an, l'exploitant s'assure que le débit disponible en eaux d'extinction est de 60 m³/h. Plusieurs solutions peuvent être envisagées : rénovation du deuxième poteau existant, l'ajout d'un poteau incendie interne, disponibilité d'un poteau incendie extérieur, réserve d'eau en interne.

Constats 2026

1. Extincteurs et RIA

L'exploitant a présenté durant la visite le rapport Q4 du contrôle réalisé le 10/09/2025 sur les extincteurs et RIA. Ce rapport conclut à des non-conformités sur 7 RIA (n°1, 2, 4, 7,8,9, et 12) portant principalement sur des problématiques de fuites, dont 5 RIA hors service. L'exploitant a présenté durant la visite la facture de remise en état des RIA réalisée le 27/02/2026. L'Inspection constate que l'intervention n'a porté que sur 6 RIA ; les réparations sur le RIA n°12 n'y figurant pas.

L'exploitant déclare se rapprocher du prestataire pour savoir si le RIA n°12 a été ou non réparé, et si ce n'est pas le cas, pour reprogrammer une intervention dans les plus brefs délais.

A la suite de la visite, l'exploitant a fait réaliser le raccordement du RIA n°12 le 25/03/2026 et a transmis la facture à l'Inspection le 27/03/2026.

2. Désenfumage

L'exploitant transmet à l'Inspection un devis en date du 4 mars 2026, pour la remise en état de fonctionnement de l'installation de désenfumage. L'Inspection constate que ce devis n'est pas signé. L'exploitant informe l'Inspection qu'il a refusé ce devis en raison du chiffrage conséquent établi par le prestataire (de l'ordre de 47 000 € HT) sans que ce dernier ne se déplace sur site pour établir son devis. L'exploitant déclare qu'il va relancer une consultation des entreprises pour la vérification et maintenance de son système de désenfumage ; néanmoins, il s'interroge sur son

obligation réglementaire de disposer d'un système de désenfumage et d'en assurer le contrôle et la maintenance. L'Inspection informe l'exploitant qu'une des mesures de maîtrise des risques définie dans l'étude de danger (EDD) de septembre 2011 et visant à prévenir la propagation d'un flux thermique porte sur le désenfumage des locaux. L'Inspection rappelle à l'exploitant que l'EDD est prescriptive et que, conformément à l'article 27.2 de l'AP du 13 mars 2012, il est soumis à l'obligation de vérifier et maintenir en bon état son système de désenfumage. **A ce jour, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier l'entretien et le bon fonctionnement de son système de désenfumage.**

3. Sprinklage

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification de son système de sprinklage réalisée le 21/10/2025. Ce rapport relève de nombreuses non-conformités (NC), dont certaines avec risque de mise en échec ou système en situation d'échec et ayant déjà été signalées dans le passé :

- Au niveau du auvent (poste n°6) : Important dommage sur la tuyauterie. L'ensemble du réseau est maintenu par seulement deux supports encore en place, 9 supports sont hors d'état d'usage (risque de chute du réseau en cas d'envahissement).
- Au niveau de la mise en conformité trentenaire : La révision trentenaire se fait en 3 phases et doit commencer la 25e année pour aboutir à une conformité à l'échéance des 30 ans, à savoir en 2024.
- Au niveau de réserve source B : plusieurs dysfonctionnements (prévoir la triennale de la réserve source B depuis 2022 ; toiture en mauvais état, affaissée ; manque la chambre de convection autour du thermoplongeur...)

Concernant la 1ère NC majeure au niveau du auvent, l'exploitant informe l'Inspection que les brides qui n'étaient pas adaptées ont été remplacées par des brides homologuées pour du sprinklage. Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le 27/03/2026 une attestation de MINIMAX datant du 19/03/2026 et portant sur la conformité du supportage du auvent poste 6. L'Inspection constate que les 2 autres NC majeures n'ont pas été résolues. L'exploitant déclare qu'il a lancé la révision trentenaire de son système de sprinklage, ce qui permettra de lever les NC. A la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection une attestation de l'entreprise TECSA en date du 19 mars 2026 pour le commencement de la révision trentenaire du système de sprinklage. L'Inspection constate que les travaux doivent démarrer en avril 2026, et porteront sur le remplacement de la cuve B de sprinklage, puis la remise en conformité du système complet de sprinklage, selon le référentiel APSAD R1, qui devrait se dérouler jusqu'en avril 2029

A ce jour, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier du bon fonctionnement du système de sprinklage.

4. Poteaux incendie (PI)

L'exploitant a présenté un document de SUEZ attestant qu'un contrôle du PI public n°25 localisé au croisement de la rue de charlieu et de la rue de l'église a été réalisé le 26/06/2024. L'Inspection constate que ce PI permet de fournir un débit de 120 m3/h sous 1 bar.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant programme et fait réaliser un contrôle de son système de désenfumage. Le bon de commande signé est transmis à l'inspection des installations classées.

<p>Demande n°4 : Dans un délai de 9 mois, l'exploitant fait réaliser les éventuelles actions correctives, identifiées lors du contrôle (Demande n°3) et nécessaires au bon fonctionnement et à la mise en conformité du système de désenfumage, conformément aux articles 27.2 et 27.3 de l'AP du 13/03/2012. Le PV de réalisation de ces éventuelles mesures correctives est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Demande n°5 : Dans un délai de 12 mois, l'exploitant justifie auprès de l'Inspection de l'avancement des travaux de mise en conformité du système de sprinklage au titre de la révision trentenaire. Chaque année, un rapport annuel décrivant les actions correctives mises en œuvre sur le système de sprinklage au titre de la révision trentenaire est transmis à l'Inspection chaque année.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.4, 28.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 13 mars 2012</u></p> <p>17.4 - Isolement avec les milieux. Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>28.2.4 -Sols et rétentions Récupération, confinement et rejet des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents</u></p>

Lors de la visite d'inspection 2024, il a été demandé à l'exploitant d'étudier la mise en place d'un système permettant l'isolement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Il est à noter qu'en cas d'incendie, côté Nord, les eaux polluées seront rejetées directement au milieu récepteur (la Trambouze).

Sur site, l'exploitant a mis à disposition des tapis permettant d'obturer les regards reliés à la Trambouze. L'exploitant a également isolé les accès à la Trambouze par des barrières en bois. L'inspection avait constaté sur site, lors de la visite 2025, que ces barrières ne sont pas étanches.

Concernant, l'isolement des réseaux d'assainissement du site, aucune action n'a été menée. Il avait été demandé à l'exploitant de réaliser une étude pour confinement des eaux d'extinction et de proposer un échéancier de mise en œuvre. L'inspection accorde un délai supplémentaire avant de proposer d'une mise en demeure.

Demande n°6 suite à l'inspection 2025 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise une étude pour le confinement des eaux d'extinction et propose un échéancier de mise en œuvre.

Constats 2026

L'exploitant informe l'Inspection que des joints de silicone ont été déposés par un technicien sur le pourtour des barrières en bois positionnées pour fermer les accès à la Trambouze. L'Inspection constate sur site la présence de ce joint de silicone mais questionne son étanchéité que l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer.

Durant la présente visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'Inspection une étude du confinement des eaux d'extinction et déclare ne pas avoir compris la demande de l'Inspection. L'Inspection informe l'exploitant qu'une étude est nécessaire pour avoir une connaissance complète des réseaux d'eau sur le site et des points de rejet existants, que ce soit vers les réseaux d'eau usées de la commune ou vers la Trambouze. L'Inspection invite l'exploitant à se faire accompagner par un bureau d'étude spécialisé pour réaliser une étude permettant de définir avec précision où sont susceptibles de se déverser les effluents du site (notamment les eaux de pluie polluées et les eaux d'extinction incendie) et comment isoler les réseaux en cas d'incident ou d'accident. Cette étude pourra notamment permettre de réaliser un schéma complet des réseaux de distribution et de collecte des eaux de toute nature sur le site, notamment les eaux de pluie et les eaux d'extinction incendie, afin de définir les moyens à mettre en œuvre pour les confiner en cas d'accident (cf. point de contrôle n°2).

L'Inspection rappelle à l'exploitant que les eaux de pluie (eaux de toiture comme eaux de voirie) se déversent dans la Trambouze, et qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction (notamment en toiture à l'arrière du site) sont susceptibles d'emprunter le même cheminement et de se déverser au milieu naturel, sans qu'elles soient confinées. L'exploitant explique que le parking permet le confinement des eaux d'extinction incendie, et qu'en cas d'incendie, des tapis sont positionnés au niveau des regards d'EP pour les obturer. **L'Inspection constate qu'en l'état des connaissances, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que l'ensemble des eaux d'extinction incendie ruissellent vers le parking et donc de garantir un confinement total de ces eaux.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise une étude comprenant un état des lieux et un diagnostic de l'ensemble des réseaux d'eau présents sur le site et des points de rejet de toute nature, notamment pour permettre de cartographier les réseaux d'eau, d'identifier les risques de pollution accidentelle et de définir les solutions à mettre en place pour isoler les

réseaux d'eau concernés par ces risques et contenir les eaux polluées en cas de sinistre. Le rapport d'étude est transmis à l'Inspection.

Demande n°7 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise un échéancier de mise en œuvre de ces solutions et le transmet à l'Inspection.

Demande n°8 : dans un délai de 12 mois, l'exploitant met en place les solutions précitées dans la demande n°6, afin de garantir le confinement sur site des eaux polluées en cas de sinistre. Les justificatifs sont transmis à l'Inspection.

Compte tenu de la persistance de cette non-conformité, l'inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 26.3

Thème(s) : Risques chroniques, incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2025

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2025 - 2e point de l'Article 1

La société THION, située 54 route de Charlieu à Cours, est mise en demeure de respecter :

[...]

- dans un délais de 2 mois, les dispositions des articles 26.3 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2012 en mettant en place des rétentions de volumes adaptés sous l'ensemble des conteneurs.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Arrêté préfectoral du 13/03/2012

26.3 - Rétentions.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des

deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents</u> Lors de l'inspection 2025, la cuve d'huile d'ensimage et les GRV de produits étaient toujours stockés en intérieur sans rétention.</p> <p>Compte tenu de la persistance de cette non-conformité, l'inspection avait proposé à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant. Demande n°7 suite à inspection 2025 (Mise en demeure) : dans un délai de 2 mois, l'exploitant met en place des rétentions de volumes adaptés sous l'ensemble des conteneurs.</p> <p><u>Constats 2026</u> L'Inspection constate que des rétentions ont été mises en place pour les 4 GRV localisés dans la zone de stockage. Une rétention a également été mise en place sous la cuve d'huile de d'ensimage. Toutefois, le volume calculé à partir du relevé des côtes durant la visite conclut à un volume non conforme (0,44 m3 pour une cuve de 0,50 m3). L'exploitant déclare qu'il va mandater à nouveau le technicien pour concevoir un nouveau bac de rétention en respectant un volume minimal de 0,50 m3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°9</u> : dans un délai de 2 mois, l'exploitant met en place une rétention de volume adapté sous la cuve d'huile d'ensimage, conformément au point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/07/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>